

Cycle innovation sociale et numérique

juin 2017



Quelques références bibliographiques...
Lectures conseillées

1. Documents institutionnels

Cadrages nationaux

Loi n° 2016-1321 du 7 octobre 2016 pour une République numérique

Cette loi prépare le pays aux enjeux de la transition numérique et de l'économie de demain. Elle promeut l'innovation et le développement de l'économie numérique, une société numérique ouverte, fiable et protectrice des droits des citoyens, et un accès de tous, dans tous les territoires, aux opportunités liées au numérique.

<https://www.economie.gouv.fr/republique-numerique>

Belot Luc, **De la smart city au territoire d'intelligence(s) : l'avenir de la smart city**, Premier ministre, avril 2017, 130 p.

M. Luc Belot, député, a été chargé par le Premier ministre, d'une mission sur la ville intelligente (« smart city ») et les opportunités qu'elle peut apporter aux services publics ainsi qu'aux entreprises. Pour que les « smart cities » se développent au profit de tous, l'auteur estime qu'il faut réaffirmer le rôle des collectivités territoriales comme tiers de confiance, garantes de l'égalité et créatrices de lien social. Plusieurs mesures sont proposées dans ce rapport : doter les établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) d'une compétence sur la donnée, qui sera le socle de la smart city ; redonner une compétence économique aux EPCI pour leur permettre d'accompagner les innovations territoriales ; réduire le risque juridique de la commande publique ; favoriser les mutualisations entre collectivités et enfin, multiplier les formations pour que l'ensemble des décisions qui entourent la numérisation des services publics locaux puissent être prises de manière éclairée. Au-delà de ces recommandations techniques, il s'agit pour l'auteur de replacer l'utilisateur au cœur de la stratégie publique, de chercher à répondre à ses besoins, et de concentrer les efforts à la mise en place d'une « expérience utilisateur riche, positive et inclusive ».

<http://www.ladocumentationfrancaise.fr/var/storage/rapports-publics/174000341.pdf>



CGET, **Egalité et Citoyenneté : la République en actes, réunion interministérielle du 6 mars 2015**. 63 p.

Ce document présente les mesures du Comité Interministériel à l'Égalité et à la Citoyenneté du 6 mars 2015 dont une partie concerne la mise en œuvre d'une République numérique.

http://www.cget.gouv.fr/sites/cget.gouv.fr/files/atoms/files/dp_20150306_dossierdepressecomiteinterministeriel-egalite-citoyennete-larepubliqueenactes.pdf

Agence du numérique, **Orientations nationales pour le développement des usages et services numériques dans les territoires : synthèse de la concertation en ligne** du 8 février au 24 mars 2017, juin 2017, 26 p.

http://agencedunumerique.gouv.fr/wp-content/uploads/2016/10/Synthe%CC%80se_Article69.pdf

Conseil Supérieur de l'Économie Sociale et Solidaire, **Rapport de synthèse du Groupe de travail Innovation Sociale**, décembre 2011. 45 p.

Ce rapport développe neuf propositions concrètes pour favoriser la reconnaissance de l'innovation sociale en France ; permettre son accompagnement et financement. Remis en décembre 2011 au gouvernement, ce rapport de synthèse du groupe de travail innovation sociale au Conseil supérieur de l'économie sociale et solidaire (CSESS) a pour ambition de construire une véritable reconnaissance de l'innovation sociale comme facteur de solidité et de compétitivité, d'en faire un enjeu d'investissement public et privé, et d'encourager le décloisonnement des acteurs. Il présente neuf propositions visant notamment à définir et caractériser l'innovation sociale, ouvrir les aides classiques de l'innovation, mettre en place des écosystèmes favorables à l'innovation sociale en région, constituer des fonds propres associatifs pour financer l'innovation sociale, sensibiliser et former pour accélérer le développement de l'innovation sociale.

http://www.avise.org/sites/default/files/atoms/files/20140204/201112_CSESS_GTIS_Synthese.pdf

Grande Ecole du Numérique

Lancée officiellement le 17 septembre 2015 par le Président de la République, la Grande École du Numérique doit permettre le plein développement d'apprentissages innovants aux métiers du numérique pour favoriser l'insertion professionnelle des jeunes sans emploi ni formation.

<https://www.grandeecolenumerique.fr/>

Oural Akim, **Gouvernance des politiques numérique dans les territoires**, Ministère de l'économie, de l'industrie et du numérique, juillet 2015. 53 p.

La mission confiée par la Secrétaire d'Etat chargée du numérique à Akim Oural comportait deux principaux objectifs : « analyser les défis que fait peser la numérisation de l'économie et de la société sur les politiques locales, leur construction, leur mise en œuvre, et proposer des voies d'action pour la gouvernance locale à la construction de véritables politiques numériques territoriales ». L'auteur présente en ce sens une série de recommandations : poursuivre l'ouverture des données publiques, remobiliser les espaces publics numériques, etc.

<http://www.ladocumentationfrancaise.fr/var/storage/rapports-publics/154000509.pdf>

Akim Oural

Gouvernance des Politiques Numériques dans les Territoires



Rapport à la secrétaire d'Etat en charge du numérique, Arville Lemare

Cadrages régionaux

INS'pir (Innovation numérique et sociale, projet d'initiative régionale)

Dispositif de la région Hauts-de-France visant à stimuler l'émergence et le développement d'innovations numériques par et pour les habitants

<http://www.hautsdefrance.fr/inspir/>

Délibération n° 20161029 du 23 septembre 2016

<https://goo.gl/dOHLx7>

Fiso (fonds pour l'innovation sociale en Hauts-de-France)

Approbation de l'appel à projets d'innovation sociale relatif au fonds d'innovation sociale (FISO).

Délibération n°20161455 du 8 novembre 2016

<https://goo.gl/mSsaQ6>

Ce fonds vise à accompagner les projets socialement innovants des entreprises régionales. Il constitue un soutien financier structuré au niveau national, cofinancé par l'Etat au titre du PIA (Programme d'investissements d'avenir) et les Régions expérimentatrices.

Feuille de route numérique de la région Hauts-de-France

Cette feuille de route vise à accompagner la transition numérique de la région Hauts-de-France. Cette transition s'articulera également avec la Troisième révolution industrielle (REV3) qui associe l'essor du numérique au développement des énergies renouvelables tout en promouvant de nouveaux modèles économiques. La feuille de route s'articule autour de quatre axes : garantir l'équité d'accès au très haut débit ; réussir le pari des usages et de l'innovation ; relever le défi de l'emploi en s'appuyant sur le numérique ; fédérer les acteurs de la transition numérique.

<http://www.hautsdefrance.fr/nouvelle-feuille-de-route-numerique/>

Délibération cadre sur la feuille de route numérique du 24 novembre 2016

<https://goo.gl/BkHHHi>

Cadre d'intervention régional en faveur des quartiers de la Politique de la Ville 2017-2021

Délibération n° 20161857 du 13 et 14 décembre 2016

<https://goo.gl/TyoYCC>

Projet d'Initiative Citoyenne (PIC) : nouveau dispositif du conseil régional Hauts-de-France

<http://www.irev.fr/actualite/C3%A9/projets-d%E2%80%99initiative-citoyenne-cadre-nouveau-dispositif-participatif-conseil-r%C3%A9gional>

Délibération du 30 mars 2017 (bientôt en ligne)

SRDEII (Schéma Régional de Développement Economique, d'innovation et d'Internationalisation)

<http://www.hautsdefrance.fr/srdeii/>

Délibération n°20170444 et le SRDEII voté le 30 mars 2017

<http://www.irev.fr/sites/www.irev.fr/files/srdeii.pdf>

Développement de tiers lieux du numérique

<http://www.hautsdefrance.fr/hauts-lieux-numeriques/>

Délibération n° 20170471 du 18 mai 2017 (bientôt en ligne)

2. Numérique

Balmes Marina, Dublanche Cécile, Barbin Vianney, **Rapport : Les usages numériques, un atout d'égalité pour les quartiers en région Centre-Val de Loire**, Villes au carré, octobre 2015. 33 p.

Ce rapport s'inscrit dans un objectif de sensibilisation des acteurs de la ville aux enjeux sociaux du numérique et expose les propositions issues de la rencontre régionale du 5 juin 2015 dont le but était d'amener les acteurs de la ville (politique de la ville, développement social et économique, éducation, insertion...) à revisiter les pratiques numériques et à considérer ses usages comme un facteur d'inclusion sociale. Cette rencontre a été l'occasion de valoriser quelques initiatives en région Centre et ailleurs afin de dégager des propositions et perspectives de développement lors de 4 ateliers sur les thèmes éducation et culture, citoyenneté, insertion et emploi et développement économique, en présence de plusieurs experts.

http://www.villesaucarre.fr/spip.php?page=actualites_article&id_article=500&id_rubrique=4&id_secteur=2

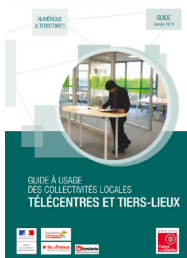
Bourgeois Frédérique, Barbin Vianney, Sioen Marie, **Le numérique, un outil au service de la politique de la ville**. Témoignage, in *Diversité n°185* (3ème trimestre 2016). pp. 177-182.

Partant du postulat que la question des inégalités numériques revêt un enjeu particulier sur les territoires prioritaires de la politique de la ville, cet article des centres de ressources Politique de la ville s'attache à démontrer comment et à quelles conditions le numérique peut constituer un levier de développement tant au niveau social, urbain, qu'économique, en particulier auprès des jeunes. Il s'interroge également sur le rôle du numérique en tant que facilitateur de la participation citoyenne.

Collectif, **Guide à usage des collectivités locales : télécentres et tiers-lieux**, Caisse des Dépôts, janvier 2015. 78 p.

Ce guide est destiné aux collectivités désireuses de s'engager dans une réflexion sur le sujet des tiers-lieux et éventuellement d'initier un projet sur leur territoire. En s'appuyant sur des expériences récentes, il propose des clés de compréhension quant à l'émergence de ces lieux innovants, de leurs différentes dimensions (économiques, juridiques...) ainsi que des éléments méthodologiques pour le montage et le succès d'un éventuel projet.

http://www.caissedesdepots.fr/sites/default/files/medias/Guide_telecentres-BD.PDF



Collectif, **Promesses et risques de la ville numérique**, in *Traits Urbains n°89*, mai / juin 2017. pp.14-25.

Les « smart cities » poursuivent leur développement. Un nombre croissant de projets urbains se placent sous cette bannière. La course aux innovations, portée par les grands opérateurs comme par une multitude de petites initiatives, bouscule le rythme de fabrication de la ville – ce dossier en donne un aperçu.

Tous les acteurs en conviennent, cette mutation accélérée doit impérativement s'accompagner de réflexions sur les objectifs poursuivis. Car la technologie reste un outil, pas une fin en soi. Cette ville numérique, pleine de promesses, comporte aussi sa part de risques, qui seront affrontés, notamment, par les citoyens et par les collectivités locales. Les premiers doivent s'investir comme co-producteurs, et non comme simples consommateurs ; les secondes doivent s'affirmer comme porteuses politiques de projets.

Grosdhomme-Lulin Elisabeth, **Le progrès, c'est nous !** vidéo Fondapol, 13 novembre 2013. 11 min 12.

Face à l'épuisement de notre modèle traditionnel d'administration publique, elle nous montre l'émergence d'un nouveau modèle de « service public collaboratif », fondé sur la co-production du service par les citoyens. Elle nous explique les enjeux liés à cette mutation et décrit les facteurs susceptibles d'accélérer son développement.

<https://www.youtube.com/watch?v=8Cv6loHmXlq>

IREV, Le volet numérique de l'Investissement Territorial Intégré, IREV, mai 2015.

Éléments de la séance consacrée au numérique dans le cadre du cycle de qualification sur le volet européen du contrat de ville proposé par l'IREV entre mars et septembre 2015. Cette troisième séance de qualification s'adressait aux EPCI candidats à l'ITI et avait pour objectifs de développer le volet « numérique » du volet européen du contrat de ville et de passer en revue les différents types d'opérations éligibles à l'ITI dans ce cadre. Cette journée a également été l'occasion d'un cadrage sur «numérique et projets urbains», c'est à dire comment le numérique peut contribuer à un projet de territoire, sur les champs de l'urbain et de la solidarité, en rendant la ville plus intelligente et connectée.

<http://www.irev.fr/action/s%C3%A9ance-3-volet-num%C3%A9rique-liti>

Programme Société Numérique de l'Agence du Numérique

Société Numérique est un pôle de l'Agence du Numérique qui met en œuvre un programme d'action pour favoriser l'autonomie et la capacité de tous à saisir les opportunités du numérique et pour accompagner la transition des territoires. Une ambition : collaborer ensemble à l'émergence d'une société numérique innovante et inclusive. Le pôle Société Numérique intervient auprès de ses partenaires et écosystèmes autour de 3 axes : outiller, structurer, accélérer ; en repensant les formats d'action (coopérative, crowdsourcing, opendata, concertation, etc.). En complément des initiatives locales, l'Etat intervient dans un double souci : assurer l'égalité des citoyens et des territoires et porter une stratégie économique.

<http://agencedunumerique.gouv.fr/programme-societe-numerique/>

3. Innovation sociale

Besançon Emmanuelle, Chochoy Nicolas (Institut Godin), **Les marqueurs d'innovation sociale : une approche institutionnaliste**. Revue internationale de l'économie sociale 336 (avril 2015): pp. 80–93.

L'innovation sociale fait actuellement l'objet d'une attention soutenue en France et plus largement en Europe. En particulier, l'un des enjeux pour les pouvoirs publics réside dans le fait de disposer d'outils afin d'identifier et de sélectionner des projets favorisant l'émergence de nouvelles trajectoires d'innovation par la valorisation, l'accompagnement et le financement des initiatives. Cette contribution a pour but de montrer comment, à partir d'une approche institutionnaliste, il a été possible d'élaborer, en Picardie, un outil collectif d'analyse : les marqueurs d'innovation sociale, permettant d'asseoir une politique publique de soutien à l'innovation sociale.

<https://www.erudit.org/fr/revues/recma/2015-n336-recma01831/1030162ar.pdf>

Colin Nicolas, Verdier Henri, **L'âge de la multitude : entreprendre et gouverner après la révolution numérique**, Armond Colin, mai 2015. 304 p.

Et si nous étions devenus, sans le savoir, les principaux acteurs de l'économie numérique ? Si nos vies, nos inter-actions, nos créations étaient la source déterminante de la valeur et de la croissance ?

Un monde nouveau, né de la révolution numérique, consacre le règne de milliards d'individus désormais instruits, équipés et connectés. Ensemble, ils forment une puissante multitude qui bouleverse l'ancien ordre économique et social. Loin d'être l'affaire des seules entreprises technologiques, l'économie numérique est au contraire dominée par ceux — entreprises, administrations, associations — qui ont su s'allier à cette multitude. Après la révolution numérique, l'enjeu stratégique est de susciter, de recueillir et de valoriser la créativité des individus. Tel est le sens de cet essai, qui invite entrepreneurs et politiques à comprendre et à utiliser la valeur considérable créée par chacun d'entre nous.

Collectif, **Innovation nouvelle génération**, BpiFrance en collaboration avec la Fing, janvier 2015. 128 p.

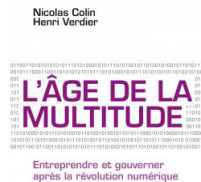
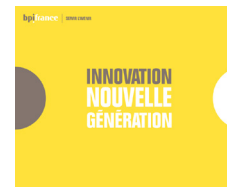
Cet ouvrage propose un référentiel nourri d'exemples concrets et porteur d'une approche multidimensionnelle de l'innovation. Les sociétés choisies en exemple ont, en général, une approche multidimensionnelle de l'innovation. Le classement réalisé met en avant l'axe d'innovation principal de l'offre ou de l'activité citée.

http://www.avise.org/sites/default/files/atoms/files/201501_bpi france_guide_innovationnouvellegeneration.pdf

Collectif, **Le bruit des idées : enquêtes sur des projets d'innovation territoriale**, Secrétariat général pour la modernisation de l'action publique (SGMAP), Commissariat général à l'égalité des territoires (CGET), Fondation SNCF, novembre 2016. 98 p.

De septembre 2015 à juin 2016, quatre élèves du master politiques publiques de Sciences Po Paris et quatre élèves de l'école Emile Cohl ont sillonné la France pour découvrir et nous faire partager des initiatives innovantes au croisement des enjeux publics et des dynamiques associatives. Ils en ont rapporté huit reportages en bande dessinée dans lesquels ils restituent ce qu'ils ont vu et entendu, partagent leurs doutes et leur enthousiasme, et nous donnent à entendre le bruit que font les idées lorsqu'elles entrent dans le présent et deviennent réalité. Voici le fruit de leur travail, réalisé avec le soutien du secrétariat général pour la modernisation de l'action publique (SGMAP), du Commissariat général à l'égalité des territoires (CGET) et de la Fondation SNCF.

<http://fr.calameo.com/read/00470804016c3d3a459ad>





Collectif, **L'innovation sociale : un levier pour le développement des territoires**. Avise, juillet 2012. 26 p. Réalisé à l'initiative de l'ARF en partenariat avec la Caisse des Dépôts et avec l'appui technique de l'Avise, ce guide est destiné aux élus et techniciens des collectivités locales souhaitant intégrer les questions d'innovation sociale dans leurs politiques de développement. À travers de nombreux repères, analyses et bonnes pratiques, cette publication vise à encourager la création d'écosystèmes favorables à l'innovation sociale permettant ainsi de renforcer l'attractivité des territoires et la création d'emplois durables.
http://www.avise.org/sites/default/files/atoms/files/20140204/201207_Avise_Guide_Innovationsociale.pdf

Collectif, **Le livre blanc des Living Labs**, Umvelt, 2014 (1ere ed.). 133 p. Ce livre blanc constitue un outil accessible à tous pour découvrir le concept innovant des «living labs», plus particulièrement les méthodes et outils qui y sont utilisés. Les Living Labs sont «une nouvelle approche de l'innovation dans laquelle les utilisateurs ne sont désormais plus vus comme un objet d'investigation mais comme des acteurs clefs dans le processus d'innovation».
<http://www.umvelt.com/sites/default/files/publications/livre%20blanc%20LL%20Umvelt%20-%20Final%205%20dec%202014.pdf>

Collectif, **Les Capteurs d'innovation sociale**. Institut Jean-Baptiste Godin, janvier 2015. Cet outil présente les éléments de caractérisation de l'innovation sociale ainsi que les questions clés liées aux éléments porteurs de ce type d'innovation, structurées en 5 dimensions : contexte, processus, résultats, impacts directs, diffusion et changement.
<http://www.institutgodin.fr/outils/capteurs-is.pdf>

Collectif, **Orientation du Conseil supérieur de l'ESS : Caractérisation d'un projet ou d'une activité socialement innovants**, Conseil supérieur l'économie sociale et solidaire (CSESS), février 2017. 6 p. Afin de faire reconnaître l'innovation sociale comme innovation à part entière et de faciliter l'accès des projets socialement innovants aux dispositifs classiques d'accompagnement et de financement de l'innovation, la Commission « Ecosystème de l'innovation sociale » du CSESS a proposé des orientations, approuvées en février 2017. Ces orientations concernent uniquement l'innovation sociale entrepreneuriale et n'ont pas vocation à caractériser d'autres formes d'innovation sociale : innovation sociale citoyenne, innovation sociale dans les politiques publiques...



Le CSESS propose ainsi une grille de caractérisation, composée d'un faisceau de critères répartis dans trois catégories : besoins sociaux et implication des acteurs, autres effets positifs, expérimentation et prise de risque. Cette grille s'accompagne d'une note de recommandations d'utilisation.
http://www.avise.org/sites/default/files/atoms/files/20170522/csess_caracterisation-innovation-sociale_201702.pdf

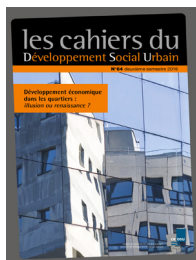
Collectif, **Une banque de l'innovation sociale au service de l'expérimentation dans les territoires**, CGET (En Bref #37), avril 2017. 4 p. Avec des milliers d'initiatives innovantes qui voient le jour partout en France, l'innovation sociale connaît un développement sans précédent. Afin de recenser les initiatives les plus emblématiques et de les faire connaître, le Commissariat général à l'égalité des territoires (CGET) et la Délégation interministérielle à l'Économie sociale et solidaire (Diess), associés à un collectif d'une quarantaine de porteurs de projets, ont développé une plateforme de mutualisation des bonnes pratiques, qui sera accessible en ligne dès l'automne 2017.
<http://www.cget.gouv.fr/sites/cget.gouv.fr/files/atoms/files/en-bref-37-cget-04-2017.pdf>

Grosdhomme Lulin Elisabeth, **Du bien public au bien commun : un défi à la démocratie représentative**, Paradigmes et cætera, septembre 2014. 3 p. Le développement de l'action collaborative dans le champ du service public remet violemment en cause quelques principes fondamentaux de la République à la française, tout particulièrement la préférence donnée à la solidarité nationale sur les générosités individuelles et la pré-éminence accordée à la démocratie représentative.
<http://www.paradigmes.com/wp-content/uploads/Bien-Public-Bien-Commun-Festival-Mode-dEmploi.pdf>

Grosdhomme Lulin Elisabeth, **Le service public de demain : des fonctionnaires, des algorithmes et nous**, Paradigmes et cætera, mars 2015. 7 p. Sous des dehors un peu abscons et rébarbatifs, le débat sur la réforme de l'administration est en train de changer de nature: d'abord parce que, au-delà des discussions théoriques, mille et une expérimentations sont en cours; ensuite parce que, sous l'effet du numérique d'une part et de l'aspiration des citoyens à des modes d'action plus collaboratifs d'autre part, c'est en réalité la nature du contrat social entre le citoyen et les pouvoirs publics qui est en train de changer de nature. Essai d'état des lieux sur le sujet.
<http://www.paradigmes.com/wp-content/uploads/Service-public-de-demain-SciencesPo.pdf>

4. Développement économique et innovation

Collectif, **Développement économique dans les quartiers : illusion ou renaissance ?** *Les Cahiers du Développement Social Urbain n°64*, deuxième semestre 2016. 48 p.



L'objectif de ce numéro est de décrypter les changements induits par la réforme de la politique de la ville en matière de développement économique ainsi que les évolutions récentes. Il interroge si et comment ce double contexte peut-être porteur de nouvelles dynamiques locales dans les quartiers. Ce numéro vise plus précisément à donner des repères sur la question économique dans le cadre de la réforme de la politique de la ville dans une première partie. La seconde, en mettant en avant la question de l'innovation, vise à démontrer que les quartiers offrent un terrain d'aventure pour expérimenter de nouvelles formes d'économie. Il s'avère que la question de l'innovation économique suppose de travailler autrement, avec des méthodes différentes et un partenariat élargi, que ce soit pour les acteurs de la politique de la ville ou ceux du développement économique. C'est l'objet de la troisième partie qui fait place à des acteurs et des méthodes au cœur des démarches innovantes.

Collectif, **Etude sur l'innovation dans les quartiers de la politique de la ville**, CGET, mars 2017. 134 p. et annexe : présentation des études de cas détaillées 122 p.



Grâce aux apports de plus d'une centaine d'experts, d'acteurs de terrain, et d'innovateurs, cette étude propose une lecture actuelle et comparée de la nature des innovations socio-économiques développées dans les QPV, et des tendances à l'œuvre en matière d'accompagnement de celles-ci.

Les projets identifiés font ainsi apparaître les quartiers comme des territoires de créativité et d'innovation, mais aussi comme des territoires en devenir au vu des nouvelles capacités d'actions dont ils se dotent peu à peu. Ils démontrent également le réel potentiel en matière de développement économique et de création d'emplois sur ces territoires. Dès lors, la détection et l'appui aux talents et aux innovateurs est un enjeu essentiel de l'action publique.

Le sujet est traité en trois temps : Etat des lieux de l'innovation dans les QPV et des dispositifs d'accompagnement et d'appui existants ; Analyse des facteurs clés de réussite ainsi que des obstacles dans l'impulsion et le développement d'initiatives innovantes ; Formulation de solutions concrètes afin de catalyser le développement de l'innovation, notamment à travers la création de nouveaux dispositifs publics d'accompagnement. <http://www.cget.gouv.fr/ressources/publications/l-innovation-dans-les-quartiers-prioritaires-de-la-politique-de-la-ville>

A lire également, la synthèse de l'étude intitulée **L'innovation, moteur de développement économique et d'emploi dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville**, février 2017. 30 p.

<http://www.cget.gouv.fr/sites/cget.gouv.fr/files/atoms/files/synthese-etude-innovation-qpv-cget.pdf>

Collectif, **Politique de la ville et ESS : initiatives, analyses et éclairages**. RTES (Repères), septembre 2016. 109 p.

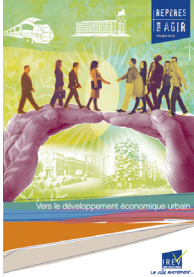
Fruit d'un an de travail, le Réseau des collectivités territoriales pour une économie solidaire (RTES) publie, avec le soutien du Commissariat général à l'égalité des territoires (CGET), un guide sur la politique de la ville et l'économie sociale et solidaire (ESS). Composé d'outils méthodologiques, d'éclairages et d'un panorama d'initiatives, il vise notamment à accompagner les acteurs engagés dans un contrat de ville ou une stratégie de développement économique dans leurs actions de soutien aux garages solidaires, aux restaurants d'insertion et plus globalement, aux projets concourant à la création d'emploi dans les quartiers prioritaires.

Ce guide délivre également un certain nombre de recommandations, notamment en matière de financements mobilisables ou de structuration de filières. Dans ce cadre, il incite à se saisir de la commande publique comme « levier à la disposition des collectivités pour contribuer à structurer des filières économiques locales ». L'exemple du conseil départemental de Seine-Saint-Denis, qui a, à travers ses appels d'offre, incité les structures d'insertion à se regrouper sur le territoire est ainsi exploré.

http://rtes.fr/IMG/pdf/PublicationPolVille_VF-compressed.pdf



5. Participation des habitants



IREV, Petit Morgane (Dir.), Martin Pierre-Edouard (Coord.),
Vers le développement économique urbain, IREV
(Repères pour agir n°5), 2015. 95p.

L'ouvrage se concentre sur la définition d'un développement économique urbain. Ce nouveau modèle questionne en premier lieu le système d'acteurs et invite à, conjointement, aller vers les acteurs privés (les entreprises) et les habitants des quartiers concernés. Favoriser le croisement de ces mondes apparaît un préalable à l'opérationnalité, qu'il s'agisse de susciter l'implantation d'entreprises dans ou à proximité des quartiers, de faciliter l'entrepreneuriat et la création d'activités par les habitants ou encore de mailler compétences des quartiers et besoins de main d'œuvre.

<http://www.irev.fr/article/vient-para%C3%A9tre-vers-d%C3%A9veloppement-%C3%A9conomique-urbain-juillet-2015>

Le numérique transforme-t-il la participation citoyenne ?

France Stratégie, janvier 2017.

Compte-rendu du débat du 5 janvier 2017 qui s'est tenu dans le cadre du cycle Mutations sociales, mutations technologiques, co-organisé par France Stratégie, l'EHESS et Inria. Ce débat a été introduit par Stéphanie Wojcik, maître de conférences en sciences de l'information et de la communication, université Paris-Est Créteil, et Clément Mabi, vice-président de Démocratie ouverte, chercheur à l'université de technologie de Compiègne et spécialiste des civic techs et des mobilisations en ligne.

<http://www.strategie.gouv.fr/evenements/numerique-trans-forme-t-participation-citoyenne>

Grosdhomme Lulin Elisabeth, **La démocratie est-elle soluble dans le numérique ?**, vidéo USI Events, 23 juin 2016. 19 min 27.

La floraison actuelle des « civic tech » ouvre des voies de démocratie participative à plus large échelle : pétitions, investitures, co-construction de politiques publiques... Certes soutenues par une puissante dynamique sociétale, ces initiatives subissent encore un conflit de légitimité. Dans ce contexte, c'est peut-être par un biais plus discret que le numérique peut changer l'action publique : le big data et la possibilité qu'il ouvre d'un pilotage des politiques publiques non plus par les moyens mais par les résultats.

<https://www.youtube.com/watch?v=k51y3BlIKw>